



## L'accord nucléaire Argentine-Brésil : énergie ou géopolitique ?

Par [Gerardo Honty](#)

Mondialisation.ca, 05 septembre 2008

[Ambiental.net](#) 5 septembre 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

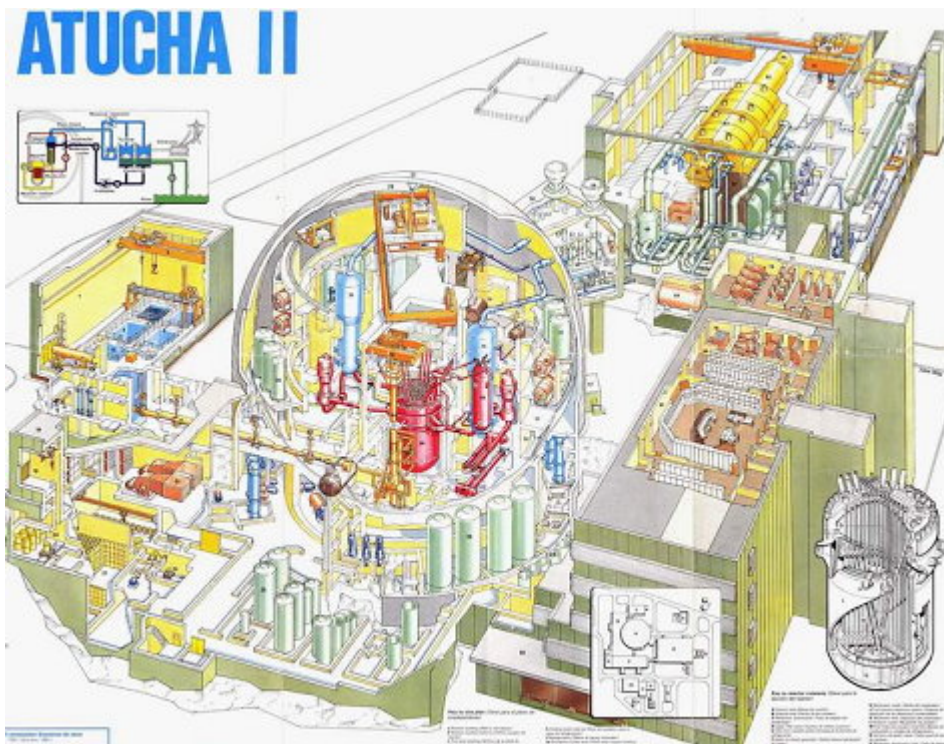
Thème: [Environnement](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Les présidents du Brésil et de l'Argentine vont annoncer le 6 septembre à Recife (Brésil) la création d'une entreprise binationale d'énergie nucléaire. La nouvelle entreprise se consacrera non seulement à la production d'énergie électrique, mais aussi au retraitement d'uranium, à ses usages médicaux et agricoles et éventuellement à son utilisation pour des sous-marins atomiques, selon des informations de la presse argentine. Cette entreprise ne se limitera pas à l'aire géographique de ces deux pays mais espère s'étendre à toute l'Amérique du Sud, où selon le gouvernement brésilien entre 12 et 15 centrales nucléaires se construiront d'ici 2030.



### **Lula et Cristina, copains comme cochons**

Le président d'Industrias Nucleares du Brésil, Alfredo Tranjan Filho, a déclaré au périodique *O Estado de São Paulo* qu'il "serait plus efficace de créer une entreprise nationale large, qui se consacre non seulement à l'enrichissement de l'uranium mais aussi à d'autres opportunités et besoins des pays et du marché élargi d'Amérique du Sud dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de la radiologie". La compagnie se positionnerait comme un des fournisseurs mondiaux d'uranium enrichi, ce qui est un des objectifs du gouvernement brésilien, selon Tranjan. « En plus des projets du Chili, de l'Uruguay, du Pérou et du Venezuela d'installer des centrales nucléaires, l'Argentine compte sur deux usines en service, entend achever Atucha II et prévoit de construire deux autres usines. Le Brésil maintient Angra I, Angra II, et construira Angra III en 2014 et 6 autres usines d'ici 2030. »



Ce projet d'entreprise binationale était l'objet d'un des 17 accords conclus lors de la rencontre des deux présidents le 22 février dernier, au cours de laquelle a été créé le Comité Binational d'Énergie Nucléaire (Coben). Néanmoins l'association ne bénéficie pas du consentement unanime des autorités brésiliennes, en particulier de la Marine : "Il n'y a aucune directive Brésil-Argentine dans laquelle est impliquée la Marine du Brésil", a répondu le Centre de Communication de l'institution au journal *O Estado de São Paulo*. Il a aussi fait une allusion suggestive à l'accord que le Brésil serait en train de programmer avec les USA, pour assurer la sécurité des nouvelles réserves d'hydrocarbure trouvé dans l'Atlantique, qui seraient surveillées par des patrouilles de nouveaux navires, parmi lesquels est mentionné le sous-marin nucléaire brésilien en phase de développement.



### **Angra 3**

Le gouvernement Lula n'a pas des problèmes qu'avec la Marine pour ses plans nucléaires. Alors que divers États se disputent l'implantation des nouvelles usines, l'IBAMA (Institut Brésilien de l'Environnement, agence chargée de délivrer les autorisations environnementales) a estimé qu'Angra III ne recevra l'autorisation - entre autres conditions - que quand on aura trouvé une solution pour stocker les déchets nucléaires produits dans les usines. Le ministre de l'Énergie Edison Lobão pour sa part a affirmé que c'est là un problème qui n'a encore trouvé aucune solution dans aucune partie du monde. Le ministère de l' "Environnement ne peut demander une solution qui n'existe pas encore. Le Brésil ne fait rien de moins ou de plus que ce qui se fait dans les 440 usines nucléaires éparpillées dans le monde entier", a répliqué Lobão. Autrement dit, comme il y a déjà 440 problèmes sans solution, peu importe s'il s'y ajoute un de plus.

La Commission Nationale de l'Énergie Nucléaire (CNEN) et Electronucléaire s'est engagée à trouver une solution avant 2010 pour stocker les résidus nucléaires de manière sûre "pour 500 ans", ce qui n'est rien si l'on considère que les résidus demeurent radioactifs pour des dizaines de milliers d'années. Le ministre de l'Environnement Carlos Minc, n'a pas encore donné son accord à la solution, mais tout laisse penser qu'elle sera acceptée. Lula a donné

60 jours pour résoudre la question de la licence environnementale d'Angra III, alors que le calendrier établi par le gouvernement indique son entrée en fonction pour l'année 2014 et les pressions sur l'IBAMA sont énormes.

Entretemps en Europe, la seule centrale en construction après la catastrophe de Tchernobyl, Olkiluoto 3 en Finlande, accuse un retard de deux ans et aura un coût estimé de 100% supérieur à celui prévu initialement. D'autre part les accidents nucléaires - ou "incidents" comme aiment à le dire les représentants de l'industrie nucléaire - survenus depuis le début de cette année ont sensiblement ébranlé l'image de sécurité que cette technologie tente de promouvoir.

Le 5 avril dernier a été dénoncée une fuite de contamination radioactive dans la centrale nucléaire d'Ascó (Tarragone, Espagne) qui, à ce qu'il paraît, se serait produite durant l'ultime recharge de combustible nucléaire, en octobre de l'année précédente. Le 4 juin, la Commission Européenne a activé à nouveau le système communautaire d'alerte nucléaire, après un incident dans la centrale de Krsko, au sud-ouest de la Slovénie, dû à une fuite de 10.000 litres de liquide de refroidissement qui a obligé à fermer la centrale immédiatement.

Le 7 juillet, dans la région de Romans (Isère) dans le sud-est de la France, s'est produit un déversement de 74 kilos d'uranium. Onze jours plus tard, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) française a détecté de nouveaux déversements radioactifs dans la même usine. Le 29 juillet cette usine nucléaire a rapporté la troisième fuite radioactive en moins d'un mois. Les problèmes au Tricastin ont conduit le ministre français de l'Environnement, Jean-Louis Borloo, à reconnaître que 115 incidents nucléaires mineurs avaient été enregistrés dans les 59 centrales nucléaires du pays. Finalement, le 24 août dernier, dans la centrale nucléaire de Vandellós II, à Tarragone (Espagne), s'est produit un incendie qui a déclenché une déclaration de pré-alerte du Plan d'Urgence Intérieur (PEI).

Dans ce contexte l'annonce faite par les présidents du Brésil et de l'Argentine a de quoi inquiéter, et ce d'autant plus à la lumière de leur propre expérience avec la construction de leurs usines, Atucha II et Angra III, qui a traîné pendant plus de deux décennies. L'unique explication plausible est que, en réalité, l'enjeu pour le Brésil est plus lié à une stratégie géopolitique, destinée à le faire entrer dans le "club" des puissances nucléaires, avec des objectifs plus nucléaires qu'énergétiques. Ce n'est pas pour rien que le Brésil inclut dans le paquet nucléaire une usine d'enrichissement d'uranium, étape obligée pour doter un pays de l'arme atomique.



**Brasilia, 25 Juin 2007 : manifestation de Greenpeace devant le Ministère de l'Énergie contre la décision de construire la centrale Angra 3, à Angra dos Reis, à 300 km au sud de Rio de Janeiro. Photo AFP/Getty Images**



Rio de Janeiro, 26 Novembre 2007 : manifestation de Greenpeace cointre la construction d'Angra 3, devant le Centre des Congrès. La centrale provoquera 5 fois plus de réchauffement que des sources d'énergie éolienne ou solaire. Photo AFP/Getty Images



Rio de Janeiro, 24 juillet 2008 : manifestation de Greenpeace devant le siège de l'IBAMA, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, dont le président s'appelle Roberto Messias, de quoi alimenter un jeu de mots : »Le Messie (Messias en portugais) est arrivé et a apporté de bonnes nouvelles : Angra 3 approuvé ». Photo Silvia Izquierdo/AP

Article original en espagnol, [El acuerdo nuclear Argentina - Brasil: ¿Energía o geopolítica?](#), 27 août 2008. Article original publié le 27 Août 2008.

*Traduction : Gérard Jugant et Fausto Giudice, membres de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.*

**Gerardo Honty** est sociologue et analyste d'information sur les thèmes de l'énergie et du changement climatique au CLAES (Centre Latinoaméricain d'Écologie Sociale) à Montevideo, Uruguay, où il est aussi coordinateur du projet agrocombustibles (<http://www.agrocombustibles.org/> ).

La source originale de cet article est [Ambiental.net](#)  
Copyright © [Gerardo Honty](#), [Ambiental.net](#), 2008

---

Articles Par : [Gerardo Honty](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)